



COM de la DGFIP

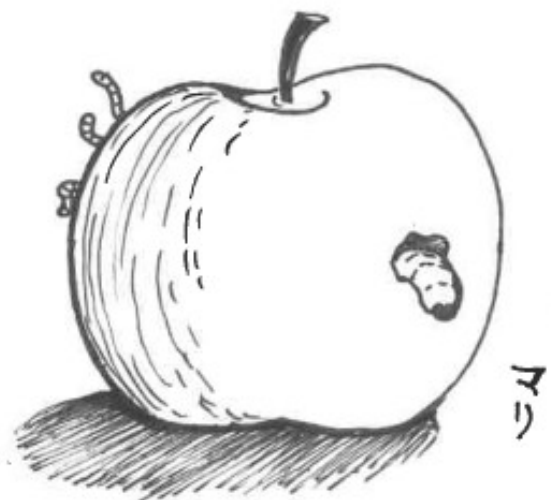
Ça y est, le jour d'après tant attendu est arrivé ! Alors que la crise sanitaire covid-19 aurait dû faire réfléchir notre Digne Grand Financier des Possédants (DGFIP), ce dernier a démontré lors du dernier Comité Technique de Réseau (CTR) qu'il allait continuer à se fourvoyer et à réformer à la hussarde. Au vu des propos de nos administrateurs, le NRP sortirait conforté par la crise. Lors de sa tournée des popotes, notre direction locale nous l'a annoncé à grand renfort de COM (Contrat d'Objectifs et de Moyens, Ndlr : nous avons échappé de peu au Plan d'Objectifs et de Moyens - POM). Le travail reprend comme avant.

Ce Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM) bien que largement dépassé, puisqu'il date d'avant la crise sanitaire, sert encore de boussole à notre direction. Alors que la crise sanitaire était une occasion salutaire pour changer de politique et de tenir compte des besoins des usagers et des conditions de travail des agents, notre haute hiérarchie a décidé de nous resservir leur menu libéral. Bien que les apparatchiks de notre Digne Grand Financier des Possédants utilisent le terme de « modernisation » dans leur novlangue, le programme d'éradication du réseau de proximité, déjà fragilisé par plus de dix ans de coupes dans nos effectifs et nos sites, continue comme avant.

Ce COM de propagande porte bien son nom. C'est un livret de 60 pages d'autosatisfaction décrivant une DGFIP glorieuse et pleine d'atouts : le tout numérique, la lutte contre la fraude fiscale (qui engrangerait les milliards « grâce à l'intelligence artificielle », les collègues du Contrôle Fiscal apprécieront), son réseau étoffé par les Maisons France Service (!), le recouvrement de l'impôt par les débiteurs de tabac, une juste rétribution de ses agents et

autres promesses trompeuses. Alors qu'en réalité, la DGFIP a perdu de sa superbe et que les agents attendent encore une digne revalorisation de leurs salaires. Et le roi en loques parade et continue à s'abreuver des statistiques et chiffres tronqués fournis par ses flagorneurs obséquieux.

La CGT doute fortement que ces réformes destructrices réduiront la fracture entre nos services et ses usagers les plus dans le besoin. Elle ne partage pas et luttera contre les ambitions mortifères de nos administrateurs. Car le service public doit répondre aux besoins de la collectivité et non pas s'adapter à une vision libérale du chacun pour soi, ou être tributaire des revenus de l'usager demandeur.



POM : LE VER EST DANS LE FRUIT

Ceux qui se gavent

Les experts attirés n'arrêtent pas de le répéter à longueur d'année dans les médias : « les entreprises n'ont pas les moyens d'augmenter les salaires » et « les licenciements sont une saine variable d'ajustement ».

Un récent rapport de l'Oxfam traitant de la valorisation boursière, des versements aux actionnaires et de leurs conséquences dans la gestion des entreprises du CAC 40 (« CAC40, des profits sans lendemain ? » du 24 juin 2020) nous rappelle que la crise ne touche pas tout le monde de la même façon.

Ainsi, entre 2009 et 2018, les versements aux actionnaires ont augmenté de 70 % et la rémunération des PDG de 40 à 60 % alors que les investissements ont eux diminués de 5 % et que les PDG gagnent désormais en moyenne 107 fois plus que leurs salariés (contre 86 fois plus en 2009).

Cette étude démontre à nouveau l'inégale répartition des richesses produites par les travailleurs. Mais elle est aussi à mettre en relation avec les dizaines de milliers de suppressions d'emplois qui sont annoncées en France « suite à la crise sanitaire », dans les entreprises des secteurs automobile et aéronautique, dont certaines ont largement bénéficié des mânes de l'État sans contrepartie écologique ou sociale (Renault, Air France, ...).

Ainsi donc, suite à une crise sanitaire dont il est en partie responsable, cet État très libéral reste confiné dans ses dogmes et ne ménage pas ses efforts pour sauver les grandes fortunes mais n'entreprend aucune politique de sauvegarde de l'emploi des salariés qu'ils est aussi censé représenter.

Le monde d'après ne doit-il se distinguer de celui de la veille que par des applaudissements aux fenêtres ? Pour la CGT il serait

irresponsable de continuer à déréglementer les acquis sociaux ; Il est grand temps d'agir pour un véritable changement de société, respectueuse de l'humain et de la planète.

Grand jeu de l'été

Grâce à notre grand jeu de l'été, découvrez en exclusivité le montant de la hausse du point d'indice prévu pour les fonctionnaires en 2021 en trouvant les bonnes réponses aux questions qui suivent :

A) Notre direction pense que le nombre d'agents est :

- 1) tout juste suffisant
- 2) insuffisant
- 3) très insuffisant
- 4) « supprimez tous ces emplois ! »

B) Un sondage effectué auprès de notre Direction sur les charges de travail dans les services fait remonter que ces dernières sont :

- 1) à peine soutenables
- 2) « allez-y on peut encore en rajouter ! »
- 3) excessives
- 4) insoutenables

C) un intrus s'est glissé parmi les axes prioritaires de la Direction, retrouve le :

- 1) fermeture de sites
- 2) mal-être grandissant des agents
- 3) un service public digne de ce nom
- 4) abandon de missions

D) le nouveau réseau de proximité est :

- 1) mûrement réfléchi
- 2) vise à améliorer les conditions de travail des agents
- 3) a pour objectif la suppression de postes et fermetures de sites
- 4) vise à offrir un meilleur service à l'utilisateur

Découvrez à présent la hausse du point d'indice par l'opération suivante :

Réponse A + réponse B - réponse C - réponse D



C'est reparti comme en 40 ...

Au cours du mois de juin qui vient de s'achever, la petite lucarne nous a abreuvé de commémorations de toutes sortes, notamment du débarquement du 6 juin 1944 ainsi que de l'appel du général de Gaulle du 18 juin 1940. Plusieurs documentaires ont ainsi largement évoqué l'une des époques les plus sombres de l'histoire de France et le zèle mis par certains fonctionnaires de l'époque dans l'obéissance aux ordres aussi imbéciles que funestes, du gouvernement d'alors.

Même si l'histoire ne se répète pas, le démantèlement imbécile de la DGFIP par des administrateurs efficaces et sans égard pour les conséquences sur le service public et sur les conditions de travail des agents prend ainsi des airs de diktat de régime autoritaire.

L'usager à l'heure actuelle, n'est plus renseigné par des agents expérimentés, il ne sait plus où être accueilli, il ne peut plus payer ses impôts et taxes en espèces, bref, s'il n'est pas équipé, ou bien s'il n'a pas la moindre formation informatique, il est disons-le tout haut, paumé !!! Aux dernières nouvelles, le contribuable devra se rendre au débit de tabac pour acquitter son impôt, pourquoi pas sur l'égal du boucher, ou encore chez son coiffeur ... à force de couper les cheveux en quatre. Pour en revenir aux années quarante, et plus précisément en 1945 après la libération, souvenons-nous que le gouvernement provisoire et la résistance ont souhaité mettre en place une administration efficace, cohérente, fière, garante de l'égalité des français devant la santé, l'impôt, le travail, etc. ! Et à l'heure qu'il est, cette grande institution qu'est l'administration des Finances est journalièrement démantelée par les administrateurs zélés de la DGFIP, qui scient ainsi au passage la branche sur laquelle ils sont eux-mêmes assis.

Quelle honte de faire crapahuter ainsi des personnes âgées, des mères de familles, des étudiants, des étrangers perdus, bref, le contribuable lambda. Que reste-t-il de la DGFIP ! Comment ces casseurs peuvent-ils encore se regarder dans un miroir le matin, en sachant qu'ils vont enfumer les collègues toute la journée et jouer les innocents voire les

ignorants auprès d'eux, alors qu'ils sont les acteurs de cette casse. Comment peuvent-ils abandonner les plus vulnérables ?

Et pourtant, la récente pandémie, qui est d'ailleurs loin d'être éradiquée, a permis de constater très concrètement, l'utilité des personnels de santé et de l'ensemble de nos corps (Etat, Hospitalier et Territorial) ! Bruno LEMAIRE ne s'est-il pas vanté devant les députés du retour en France de quelques milliards alors que la fraude fiscale représente près de 100 milliards par an ? Le gouvernement ne se vante-t-il pas à présent de sa gestion, bien que calamiteuse, de la crise du Covid-19 ? Comment dès lors justifier de ces énormes contradictions ? Une chose est certaine, la CGT se battra encore et toujours pour le maintien d'un service public cohérent et de qualité pour le bien de tous. Contrairement à la cour des flagorneurs obséquieux, les agents de la DGFIP ont pour eux, une conscience professionnelle et un sens profond du service public.

Au revoir Monsieur le Ministre

L'heure des adieux est également souvent celle des bilans.

Alors, un peu à la manière des Oscars qui célèbrent les acteurs disparus, souvenons-nous avec émotion des réformes engagées les 3 dernières années à la DGFIP.

Sans ordre particulier, nous nommerons pour le maire de Tourcoing les suppressions de postes, le (re)gel du point d'indice, les débuts chaotiques du Prélèvement à la Source, le racket de 10 jours de congés, la suppression des CAP, j'en passe et des meilleures.

C'est donc avec un petit pincement que nous disons : au revoir, Monsieur le Ministre.



Les ouvriers d'État de la DGFIP, histoire d'une victoire

Grâce à un combat mené avec la CGT, le personnel ouvrier du cadastre a enfin obtenu une revalorisation de leur rémunération. Cette mesure va à contre-courant de la manière dont les agents de la DGFIP sont actuellement traités (remise en cause des règles et de la transparence des mutations, vols de congés, primes COVID réparties de manière opaque et injuste...). C'est parce qu'elle est le résultat d'un combat mené depuis 3 ans par la CGT et les agents concernés face à l'inertie de l'administration.

Traditionnellement, les ouvriers d'État du Service de la Documentation Nationale du Cadastre (SDNC) se syndiquent majoritairement à la CGT. Au Début de l'année 2017, ils se sont trouvés dans une situation inégalitaire et injustifiable : seuls les chefs d'équipe avaient bénéficié de l'augmentation de +1,2 % de leur rémunération, alors que les salaires des autres catégories d'ouvriers restaient gelés ! Un travail en commun entre les ouvriers d'État syndiqués et plusieurs structures de la CGT s'est alors engagé pour identifier les blocages juridiques et définir précisément les revendications.



Les ouvriers d'État, qu'est-ce que c'est ?

Les ouvriers d'État sont des agents de droit public non fonctionnaires, mais qui ne relèvent pas pour autant des règles des agents contractuels de l'État. Ces corps, antérieurs au statut général de la fonction publique, ont perduré car ils répondent toujours à un besoin : celui de recruter sur des qualifications professionnelles spécifiques, hors champs des statuts particuliers des fonctionnaires.

Au mois de septembre 2017, la CGT du SDNC déposait un préavis de grève en inscrivant la revalorisation salariale en tête des revendications. Ce n'est qu'à la suite de la transmission du préavis à la direction que cette revendication a été satisfaite.

Aussi bien au niveau national qu'au niveau local, la CGT a continué à porter les autres revendications des personnels ouvriers de ce ministère (rémunération, carrières et recrutements), en s'appuyant sur l'engagement des agents dans les mobilisations et avec leur soutien exprimé lors des élections professionnelles de 2018 qui a vu la CGT devenir 1ère organisation syndicale au SDNC.

En séance du CTR de juin dernier, la CGT s'est assurée que toutes les catégories d'ouvriers, sans exception, bénéficieront du 9e échelon dans leur grille de rémunération et a défendu le cahier revendicatif. Sur la revendication d'augmentation de la prime de rendement, la direction générale a répondu que la demande fera l'objet d'une négociation à venir. La CGT saura rappeler cet engagement.

En obtenant une augmentation salariale et l'amélioration de leurs carrières, la CGT montre encore une fois qu'elle est aux côtés de tous les agents, quels que soient leurs statuts et ne lâche rien face à toute injustice sociale.

Ces avancées démontrent que la victoire est possible, même face aux dirigeants les plus inflexibles, dès lors que les collègues se mobilisent, s'organisent et ne lâchent rien. Et pour cela, la CGT est leur meilleur outil.